



CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre les soussignés

- la **Ville de Castelsarrasin**, représentée par **Monsieur Jean-Philippe BESIERS**, Maire, dûment habilité par la délibération n° XXXXXX du Conseil Municipal du 19 novembre 2018
- et
- La **Communauté de Communes Terres des Confluences** représentée par **Monsieur Bernard GARGUY**, Président dûment habilité par la délibération n° 11/2018-8 du Conseil Communautaire du 14 novembre 2018

Préambule

Considérant les besoins communs entre la **Ville de Castelsarrasin** et la **Communauté de Communes Terres des Confluences** pour des travaux et de la maintenance et de l'entretien sur l'éclairage public.

Considérant la volonté de ces structures de coopérer et de mutualiser leurs moyens,

Considérant l'objectif d'optimisation de leurs achats respectifs, la **Ville de Castelsarrasin** et la **Communauté de Communes Terres des Confluences** décident de se regrouper afin de faire réaliser d'une part des travaux sur les réseaux d'éclairage public et entretenir les équipements desdits réseaux de chaque entité, par le biais d'un groupement de commandes.

Ainsi la constitution de ce groupement permettra une meilleure gestion du temps dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre pour la rénovation, l'extension, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public, d'éclairage d'équipements sportifs et de signalisation tricolore, tout en garantissant le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement entre les candidats et la transparence des procédures.

Il est arrêté et convenu ce qui suit

Article 1 – Objet du groupement de commandes

Par la présente convention, la **Ville de Castelsarrasin** et la **Communauté de Communes Terres des Confluences** conviennent de se regrouper, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, pour constituer un groupement de commandes en vue de gérer la procédure de passation de l'accord-cadre pour la rénovation, l'extension, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public, d'éclairage d'équipements sportifs et de signalisation tricolore.

Le projet de l'accord-cadre ne prévoit pas de décomposition en lots.

Article 2 – Membres du groupement

Les membres de ce groupement de commandes sont :

- La ville de Castelsarrasin (**coordonnateur du groupement**)
- La Communauté de Communes Terres des Confluences

Vu, pour être annexé

à la délibération du

Conseil Communautaire

en date du... 14/11/18

A Castelsarrasin, le... 16/11/18

Le Président



Article 3 – Désignation du coordonnateur

La ville de Castelsarrasin est désignée par les membres du groupement pour assurer la coordination du groupement de commandes. En tant que coordonnateur, la collectivité est également mandatée pour signer et notifier l'accord-cadre au nom du groupement.

Le siège administratif du groupement de commandes est établi à l'adresse suivante :

Mairie de Castelsarrasin - Service des marchés et achats publics - 5 Place de la Liberté – BP 80084 - 82103 Castelsarrasin - Tel : 05.63.32.78.13 - Fax : 05.63.32.75.37 - Courriel : emmanuel.colonel@ville-castelsarrasin.fr

Article 4 – Missions**Article 4.1 – Missions du coordonnateur**

La ville de Castelsarrasin désignée pour être le membre coordonnateur du groupement. La mission de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération, ni à indemnisation spécifique.

La collectivité, représentée par son service marchés et achats publics, est chargée, dans le respect des règles de la Commande publique soumise aux dispositions d'une part de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et d'autre part du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de la mise en œuvre les dispositions suivantes :

Préambule :

En fonction de **la valeur globale estimée hors taxe des besoins des collectivités**, les procédures à mettre en œuvre définies à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 par le coordonnateur du groupement sont soit une procédure adaptée (inférieure aux seuils européens) soit une des procédures formalisées (égale ou supérieure aux seuils européens).

Depuis **le 1^{er} janvier 2018** les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique **aux collectivités territoriales en procédures formalisées sont les suivants :**

- **221 000.00 € HT** pour les marchés de fournitures et de services,
- **5 548 000.00 millions d'€ HT** pour les marchés de travaux.

Dans le cas présent l'analyse financière des besoins pour assurer la prestation sur une période de 4 ans à compter de la notification de l'accord-cadre a été estimée par les services utilisateurs à la somme globale de 2 450 000.00 euros H.T répartie selon les postes suivants :

- 1° Pour les travaux à réaliser à la somme de : 2 000 000.00 euros H.T**
- 2° Pour la maintenance et l'entretien du réseau : 450 000.00 euros H.T**

La répartition entre chaque membre du groupement s'établit comme suit :

Pour la Ville de Castelsarrasin :

- 1° Travaux : Sans montant minimum et d'un montant maximum de 1 500 000.00 € H.T**
- 2° Maintenance : Sans montant minimum et d'un montant maximum de 250 000.00 € H.T**

Pour la Communauté de Communes Terres des Confluences :

- 1° Travaux : Sans montant minimum et d'un montant maximum de 500 000.00 € H.T**
- 2° Maintenance : Sans montant minimum et d'un montant maximum de 200 000.00 € H.T**

La procédure engagée sera une **procédure formalisée** soumise d'une part aux dispositions du a) du I de l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et d'autre part aux dispositions du I de l'article 25 et des articles 66, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La consultation sera lancée selon un accord-cadre à bons de commande réglementé par les articles 78 et 80 du décret précité. L'accord-cadre sera mono-attributaire sans montant minimum et d'un montant maximum correspondant aux montants maximum indiqués précédemment pour chacune des entités du groupement de commandes.

Phase de passation :

Le coordonnateur se chargera :

- Assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins,
- Choisir et conduire la procédure de passation des marchés conformément aux règles en vigueur,
- Rédiger et envoyer l'avis d'appel public à la concurrence,
- Centraliser les questions posées par les candidats et leur apporter les réponses adéquates,
- Recevoir les candidatures et les offres,
- Tenir le registre des dépôts,
- Préparer les procès-verbaux d'ouverture des plis,
- Procéder à l'ouverture des plis via le service marchés du Coordonnateur. Toutefois, possibilité de réunir une Commission d'élu-e-s, dont au moins un(e) représentant(e) de la Communauté de Communes,
- Procéder à l'analyse des candidatures, des offres
- Demander tout complément d'information nécessaire aux candidats (au stade de la candidature et de l'offre),
- Convoquer les membres de la Commission d'Appel d'Offres et les membres associés au débat (le cas échéant),
- Conduire les débats de la réunion de la CAO,
- Rédiger les procès-verbaux et rapports nécessaires à la tenue de la CAO,
- Informer les candidats non retenus après la décision de la CAO,
- Rédiger le rapport de présentation de la procédure de passation conformément à l'article 105 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Transmettre au contrôle de légalité les pièces relatives à l'accord-cadre
- Notifier l'accord-cadre au candidat pressenti
- Publier l'avis d'attribution,
- Assurer le conseil technique aux membres du groupement dans l'exécution du marché,
- En cas d'infructuosité.
 - Prendre la décision d'infructuosité et en informer les candidats ayant remis une offre,
 - Choisir la procédure la plus adaptée à mettre en place après la consultation infructueuse.

Phase exécution :

- Préparer et signer au nom du groupement les avenants,
- Prononcer, le cas échéant, les résiliations après accord des membres du groupement.

Article 4.2 – Droits et Obligations des membres du groupement

Les membres s'engagent pour leur part à :

- Participer à l'analyse technique et administrative des candidatures et des offres en lien avec les services (marchés et techniques) du coordonnateur,
- Assurer la bonne exécution du marché portant sur l'intégralité de leurs besoins,
- Informer le coordonnateur en cas d'absence ou de mauvaise exécution,
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché
- Participer aux frais en cas de condamnation du coordonnateur par décision d'une juridiction administrative.

Article 4.3 – Commission d'Appel d'Offres (CAO)

L'analyse financière des besoins définie à l'article 4.2 de la présente Convention fait apparaître un montant estimé supérieur au seuil de procédure formalisée de 221 000.00 euros H.T par la prestation de services : maintenance et entretien du réseau d'éclairage public, il convient donc de constituer une Commission d'Appel d'Offres. Conformément aux dispositions de l'article 101 Chapitre V de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article L.1414-2 du CGCT le titulaire est choisi par une CAO. Dans le cas de présent la CAO retenue est la CAO du Coordonnateur. Un ou plusieurs membres de la CAO de la Communauté de Communes Terres des Confluences pourra(ont) y assister.

Article 5 – Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son Assemblée Délibérante.

Une copie de la délibération prise par l'Assemblée Délibérante de ces membres est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Article 6 – Dispositions financières6.1 Frais de la consultation

Les frais directs et indirects (frais de matériels et postaux, de reprographie, de publication (Avis de publication sur les supports de communication et sur la plateforme de dématérialisation des marchés), frais de mise en œuvre et suivi du marché etc.) sont à la charge du coordonnateur du groupement au titre de sa mission sauf pour les frais se rapportant à une prestation qui bénéficie uniquement à un des membres du groupement. Dans ce cas, les frais sont pris en charge directement par le membre concerné du groupement. Cette disposition est également applicable lorsque plusieurs membres du groupement sont concernés. La répartition est alors effectuée à égalité entre les membres concernés, sauf accord spécifique préalable fixant hors de la présente convention une clef de répartition.

6.2 Frais de la prestation

Les frais directs et indirects correspondants aux prestations du marché seront facturés par le prestataire retenu à chaque membre du groupement. Le Coordonnateur du groupement ne pourra être considéré comme solidaire en cas de défaillance d'un ou des membres du groupement.

6.3 Frais de justice

Bien que le coordonnateur agisse au nom des membres du groupement, l'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation. C'est pourquoi en cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision d'une juridiction administrative devenue définitive, la charge financière qui en découle est répartie entre les membres du groupement à part égale et ce quel que soit l'importance des marchés dévolus à chacun des membres du groupement. Le coordonnateur effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Article 7 – Responsabilité du coordonnateur

Le coordonnateur est responsable des missions confiées par la présente convention.

Article 8 – Durée du groupement

Le présent groupement est réputé constitué, une fois la présente convention signée et rendue exécutoire, pour la durée de la procédure de passation du marché et jusqu'au terme de l'exécution du marché.

Article 9 – Sortie et dissolution du groupement

Chaque membre pourra se retirer du groupement sous réserve d'en informer préalablement le coordonnateur par lettre recommandée avec accusé de réception six mois au moins avant la fin de chaque exercice budgétaire.

Toutefois, les commandes émises antérieurement au retrait demeurent exécutoires.

Si le retrait d'un des membres du groupement devait remettre en cause les conditions financières du marché passé, les pénalités induites par ce retrait seraient à sa charge.

Article 10 – Responsabilité juridique des membres du groupement et Capacité à ester en justice10.1 Responsabilité juridique

Le groupement ne possédant pas de personnalité juridique propre, le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement. A cet effet, conformément aux dispositions du 2ème alinéa du III de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les responsabilités sont réparties comme suit :

- **Pour la passation du marché** : responsabilité solidaire entre les membres du groupement.
- **Pour l'exécution des marchés** : responsabilité de chaque membre pour le marché qui le concerne.

Conformément au 2ème alinéa du III de l'article 28 de l'ordonnance chaque acheteur est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la convention constitutive pour les opérations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution du marché dans les conditions prévues dans les documents contractuels et à défaut, assume la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

10.2 Capacité à ester en justice

Le coordonnateur du groupement peut ester en justice pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Le coordonnateur peut accompagner dans sa démarche un membre du groupement qui a entrepris une action en justice contre un tiers dans les procédures dont il a la charge. Il devra informer les autres membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Article 11 – Substitution au coordonnateur

Dans l'hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative ou un avenant interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 12 – Réception des travaux - Admission – Réfaction – Rejet

Chaque membre du groupement sera responsable d'une part de la réception des travaux et d'autre part de l'admission, rejet ou réfaction des services ou prestations annexes qui lui sont propres.

Article 13 – Contentieux

Toute contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, à défaut d'un accord amiable, sera soumise au Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 14 – Modifications

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par chacun des membres du groupement.

Fait à Castelsarrasin en 2 exemplaires originaux, le

| | |
|--|---|
| Pour la commune de Castelsarrasin Le Maire, Jean-Philippe BESIERS | Pour la Communauté de Communes Terres des Confluences Le Président, Bernard GARGUY |
|--|---|